

**No. 33785**

---

**FRANCE  
and  
UZBEKISTAN**

**Agreement on the reciprocal promotion and protection of  
investments. Signed at Paris on 27 October 1993**

*Authentic texts: French and Uzbek.*

*Registered by France on 19 May 1997.*

---

**FRANCE  
et  
OUBÉKISTAN**

**Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des  
investissements. Signé à Paris le 27 octobre 1993**

*Textes authentiques : français et ouzbek.*

*Enregistré par la France le 19 mai 1997.*

## ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'OUZBÉKISTAN SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan, ci-après dénommés "les Parties contractantes",

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français en Ouzbékistan et ouzbeks en France.

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

### ARTICLE 1

Pour l'application du présent accord :

1. Le terme "investissement" désigne tous les avoirs, tels que les biens, droits et intérêts de toutes natures et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, privilèges, usufruits, cautionnements et droits analogues ;

b) les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux personnes morales constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;

c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique ;

d) les droits de propriété intellectuelle, commerciale et industrielle tels que les droits d'auteur, les brevets d'invention, les licences, les marques déposées, les modèles et maquettes industrielles, les procédés techniques, le savoir-faire, les noms déposés et la clientèle ;

e) les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

Il est entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord.

Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme "investisseur" désigne :

a) toute personne physique possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes ;

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 17 juin 1996 par notification conformément à l'article 12.

b) toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

3. Le terme de "revenus" désigne toutes les sommes produites par un investissement, tels que bénéfices, redevances ou intérêts, durant une période donnée.

Les revenus de l'investissement et, en cas de réinvestissement, les revenus de leur réinvestissement jouissent de la même protection que l'investissement.

4. Le présent accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

#### **ARTICLE 2**

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent accord, les investissements effectués par les investisseurs de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

#### **ARTICLE 3**

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements des investisseurs de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait. En particulier, bien que non exclusivement, sont considérées comme des entraves de droit ou de fait au traitement juste et équitable, toute restriction à l'achat et au transport de matières premières et de matières auxiliaires, d'énergie et de combustibles, ainsi que de moyens de production et d'exploitation de tout genre, toute entrave à la vente et au transport des produits à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi que toutes autres mesures ayant un effet analogue.

Les Parties contractantes examineront avec bienveillance, dans le cadre de leur législation interne, les demandes d'entrée et d'autorisation de séjour, de travail, et de circulation introduites par des personnes physiques possédant la nationalité d'une Partie contractante, au titre d'un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

#### **ARTICLE 4**

Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux investisseurs de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses investisseurs, ou le traitement accordé aux investisseurs de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes autorisées à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

Les dispositions de cet Article ne s'appliquent pas aux questions fiscales.

#### ARTICLE 5

1. Les investissements effectués par des investisseurs de l'une ou l'autre des Parties contractantes bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2. Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les investisseurs de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

Toutes les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, égal à la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace de dépossession.

Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt de marché approprié.

3. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

#### ARTICLE 6

Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante, accorde à ces investisseurs le libre transfert :

- a) des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus courants ;
- b) des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres d) et e) de l'Article 1 ;
- c) des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés ;
- d) du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi ;
- e) des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'Article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

Les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes qui ont été autorisées à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisées à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération.

Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

#### ARTICLE 7

Dans la mesure où la réglementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des investisseurs de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

Les investissements des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

#### ARTICLE 8

Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante est réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États, signée à Washington le 18 mars 1965<sup>1</sup>.

#### ARTICLE 9

Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses investisseurs, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de cet investisseur.

Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

#### ARTICLE 10

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent accord.

#### ARTICLE 11

1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique.

2. Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un tribunal d'arbitrage.

3. Ledit tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante : chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un État tiers qui est nommé Président du tribunal par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4. Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout autre accord, invite le Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5. Le tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 575, p. 159.

Le tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le tribunal n'en dispose autrement, compte tenu de circonstances particulières, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties Contractantes.

#### ARTICLE 12

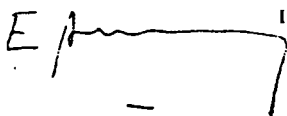
Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

L'accord est conclu pour une durée initiale de dix ans. Il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

A l'expiration de la période de validité du présent accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de vingt ans.

FAIT à Paris, le 27 octobre 1993, en deux originaux, chacun en langue française et en langue ouzbek, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République française :

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'E' followed by a long horizontal line and a vertical stroke at the end.

Pour le Gouvernement  
de la République d'Ouzbékistan :

A handwritten signature in black ink, featuring a series of vertical, slightly curved strokes.

<sup>1</sup> Edmond Alphandéry.

<sup>2</sup> Outkour-Soultanov.

[UZBEK TEXT — TEXTE OUZBEK]

**Франция Республикаси Ҳукумати  
ва Ўзбекистон Республикаси Ҳукумати  
ўртасида сармояларни ўзаро рағбатлантириш  
ва ҳимоялаш тўғрисида**

**БИТИМ**

Франция Республикаси Ҳукумати ва Ўзбекистон Республикаси Ҳукумати, қуйида Аҳдлашувчи Томонлар деб аталиб,

икки давлат ўртасидаги иқтисодий ҳамкорликни мустаҳкамлаш истагида француз сармояларига Ўзбекистонда ва ўзбек сармояларига Францияда қулай имконият яратиб бериш,

сармояларни ўзаро рағбатлантириш ва ҳимоялаш икки мамлакат иқтисодий тараққиёти манфаатида, технология ва капитал алмашувини рағбатлантиришда кўмаклашувига комил ишонч билан,

қуйидагилар ҳақида келишиб олдилар:

**1-МОДДА**

Ушбу Битимни амалга ошириш мақсадида:

1. "Сармоя" атамаси мулкнинг барча турларини, шу жумладан эгалик ҳуқуқи ва барча туркумдаги манфаатларни, шунингдек, истисно тариқасида эмас, хусусан қуйидагиларни англатади:

а) кўчириб бўладиган ва кўчмас мулк ҳамда барча бошқа ҳуқуқлар, яъни гаровга қўйиш, қарзни узмагунча мулкни ушлаб туриш ҳуқуқи, бегона мулкдан фойдаланиш ва ундан даромад олиш ҳуқуқи, гаров ва шунга ўхшаш бошқа ҳуқуқлар;

б) Аҳдлашувчи Томонлардан бирининг ҳудудида жойлашган ҳуқуқий шахсларнинг фаолиятида иштирок этишнинг ҳиссадорлик, акция, акциялардан олинadиган даромад, бошқа бевосита, шунингдек ҳатто энг оз миқдорда бўлса ҳам, билвосита шакллари;

в) облигация ёки пулга бўлган мулккий ҳуқуқ, заминда иқтисодий манфаат ётган барча қонуний ҳаракатларга нисбатан мулккий ҳуқуқ;

г) ақлий, савдо ва саноат мулкчилнк ҳуқуқлари, шу жумладан муаллифлик ҳуқуқлари, патентлар, лицензиялар, савдо белгилари, саноат шакли ва намуналари, технологик жараёнлар, савдо атамалари, фирма атамалари ва унинг мижозларига эгалик қилиш ҳуқуқлари;

д) ишчи концессиялар, аҳдлашувлар бўйича ёки қонун доирасида, шу жумладан Аҳдлашувчи Томонларнинг ҳудудида ва денгиз зонасида жой-

лашган табиий бойликларни излаб топиш, улардан фойдаланиш, ишлов бериш ва қазиб олишни ўз ичига оладиган шартномалар.

Аҳдлашувчи Томонларнинг қонуллари мажмуаси асосида, уларнинг ҳудудига жойлаштирилган сармоялар ёки мазкур Битим кучга киргандан сўнг жойлаштириладиган сармоялар назарда тутилади.

Сармоя киритиш шаклининг ҳар қандай ўзгариши, ҳудудига сармоя киритган Аҳдлашувчи Томоннинг қонуниятларига зид келмайдиган ҳолда, унинг сармоя сифатида тан олинishiга салбий таъсир кўрсатмайди.

2. "Сармоядор" атамаси қуйидаги маъноларни англатади:

а) Аҳдлашувчи Томонлардан бирининг фуқароси бўлган барча жисмоний шахсларни;

б) Аҳдлашувчи Томонларнинг амалдаги қонуниятлари асосида таъсис этилган, у ерда ўз идорасига эга бўлган ва Аҳдлашувчи Томонлардан бирининг фуқароси бўлган жисмоний шахслар ёки Аҳдлашувчи Томонлардан бирининг ҳудудида ўз идорасига эга бўлган ва унинг амалдаги қонуниятлари асосида таъсис этилган ҳуқуқий шахслар томонидан бевосита ёки билвосита назорат қилиб туриладиган барча ҳуқуқий шахсларни.

3. "Даромадлар" атамаси маълум бир вақт оралигида сармоялардан тушган барча пулнинг миқдорини, чунончи, фойда, қарз тўловларидан ва устама тўловлардан келадиган тушумларни англатади.

Сармоялардан олинадиган даромадлар такроран жорий этилган ҳолларда, улардан келадиган даромад ҳам сармоя каби ҳимояга эга бўлади.

4. Ушбу битим ҳар бир Аҳдлашувчи Томоннинг ҳудудида, шунингдек иқтисодий зона ва континентал шельф деб аталмиш, сатҳи ҳар бир Аҳдлашувчи Томоннинг ҳудудий сувлари чегарасидан ташқарига чиқадиган, халқаро ҳуқуққа мувофиқ Тарафлар қидирув ишлари ва эксплуатация қилишга суверен ҳуқуқ ва юрисдикцияга эга бўлган ҳудудда ва денгиз зонасида амалий кучга эга.

## 2-МОДДА

Ҳар бир Аҳдлашувчи Томон, ўз ҳудудида амал қилинаётган қонуниятлар асосида ва ушбу Битим қоидаларига таянган ҳолда, Аҳдлашувчи Томонлар сармоядорларининг сармояларини тан олади ва рағбатлантиради.

## 3-МОДДА

Ҳар бир Аҳдлашувчи Томон ўз ҳудудида ва денгиз зонасида бошқа Аҳдлашувчи Томон сармоядорларининг сармояларига нисбатан халқаро ҳуқуқ нормаларидан келиб чиққан ҳолда, адолатли ва тенг муносабатда бўлишни ҳамда мазкур нормаларнинг қонун ёки амалий йўл билан камситилишига йўл қўймасликни ўз зиммасига олади. Истисно тариқасида эмас, хусусан хом ашё ва ёрдамчи материалларни, энергия ва ёқилгини, шунингдек турли ишлаб чиқариш ва эксплуатация қилиш воситаларини сотиб олиш ва юклаш-ташишдаги барча чеклашлар, маҳсулотларни мамлакат ичкарисида ва чет мамлакатларда сотиш ҳамда юклаш-ташишга



нисбатан барча тўсиқлар, шунингдек, шунга ўхшаш натижа берадиган бошқа чоралар тенг ва адолатли муносабат қоидаларининг ва амалиётининг камситилиши деб тушунилади.

Бошқа Аҳдлашувчи Томон ҳудуди ва денгиз зонасида сармояларни жорий қилиш доирасида Аҳдлашувчи Томонлар ўзларининг ички қонунларига мувофиқ равишда бир Аҳдлашувчи Томон сармоядорлари томонидан кириш, яшаш, ишлаш ва жойдан жойга кўчиш ҳақида берилган аризани дўстона кўриб чиқадилар.

#### 4-МОДДА

Аҳдлашувчи Томонларнинг ҳар бири ўз ҳудудида Аҳдлашувчи Томон сармоядорларининг сармоялари ёки даромадларига ўз сармоядорлари ёки энг қулай шароит ҳуқуқидан фойдаланаётган ҳар қандай учинчи давлат сармоядорларининг сармояларига ёхуд сармоядан оладиган даромадларига яратиб берилган қулай шароитдан қолишмайдиган шароитни яратиб беради. Шу муносабат билан, Аҳдлашувчи Томонлардан бирининг ҳудудида фаолият кўрсатишга ваколатли, бошқа Аҳдлашувчи Томоннинг фуқароси бўлган жисмоний шахслар мутахассисликлари доирасида моддий қулайликлардан фойдаланадилар.

Ушбу қоида Аҳдлашувчи Томонлардан бирининг учинчи давлат сармоядорларига, уларнинг эркин савдо минтақаси, божхона бирлашмалари, умумий бозор ёки бошқа ҳар хил кўринишдаги иқтисодий ташкилотларида иштирок этиши муносабати билан берадиган имтиёзларига нисбатан қўлланилмайди.

Ушбу моддада қайд этилган қоидалар солиқ солиш масалаларига тегишли эмас.

#### 5-МОДДА

1. Аҳдлашувчи Томонлардан бири сармоядорларининг сармоялари бошқа Аҳдлашувчи Томон ҳудудида ва денгиз зонасида тўлиқ ҳимояланади ва уларнинг хавфсизлиги таъминланади.

2. Аҳдлашувчи Томонларнинг ҳеч бири ўз ҳудудида ва денгиз зонасида бошқа Аҳдлашувчи Томон сармоядорларининг сармояларига нисбатан мусодара қилиш ёки миллийлаштириш ёки мулкдан маҳрум қилишнинг бошқа барча бевосита ёки билвосита чораларини кўрмайди. Миллий манфаатлари талаб қилган тақдирда эса, кўриладиган чоралар камситувчи ёки махсус олинган мажбуриятга зид бўлмаслиги керак.

Эгалик ҳуқуқидан маҳрум этиш билан қўлланиши мумкин бўлган барча чоралар шу захотиёқ ва етарли даражада товон пули билан қопланади. Товон пули миқдори эгалик ҳуқуқидан маҳрум қилишдан олдинги нормал иқтисодий шароитлардан келиб чиқиб белгиланади.

Юқорида келтирилган товон пули, унинг ҳажми ва тўлов шартлари эгалик ҳуқуқи бекор қилинган кундан ўтмасдан белгиланади. Ушбу товон пули ҳеч қандай тўхтовсиз ўз вақтида ва хоҳишига кўра исталган ҳисобга

ўтказилиши мумкин. Товон пули тўловлар амалга оширилгунга қадар бозор фоиз ставкаларига мувофиқ кўпайиб боради.

3. Аҳдлашувчи Томонлардан бири сармоядорларининг сармояларига бошқа Аҳдлашувчи Томон ҳудудида уруш ёки бошқа ҳар хил қуроли тўқнашув, инқилоб, фавқулодда ҳолатлар ёки фитна туфайли етказилган талафотлардан сўнг, ҳудудидаги ўз сармоядорларига ёки энг мақбул шарт-шароитлар билан таъминланган сармоядорларга кўрсатилган шароит қўлланилади.

## 6-МОДДА

Ҳудуди ва денгиз зонасига бошқа Аҳдлашувчи Томоннинг сармоядорлари томонидан сармоялар киритилган ҳар бир Аҳдлашувчи Томон ушбу сармояларни эркин равишда жойдан-жойга ўтказишни таъминлашлари лозим, яъни:

- а) фоизлар, дивидендлар, фойда ва бошқа жорий даромадлар;
- б) биринчи модданинг (г) ва (д) бандларига асосланган ажратмалар;
- в) мунтазам равишда контрактлар асосида олинган қарзлар тўлови;
- г) сармояларнинг тўлиқ ёки қисман тугатилиш ёки мулкни мусодара қилиш қиймати;
- д) бешинчи модданинг 2- ва 3-бандларида кўрсатилган мулкни мусодара қилиш ёки талафотлар бўйича қопланмалар.

Ҳар бир Аҳдлашувчи Томоннинг бошқа Аҳдлашувчи Томон ҳудуди ва денгиз зонасида ишлашга рухсат берилган сармоядорларига кўзда тутилган сармоя жорий қилиш доирасида ўз мамлакатларига маошининг бир қисмини жўнатишга рухсат берилади.

Бошқа бандларда кўрсатилган ўтказишлар кечиктирилмасдан, алмаштириш кунни амалда бўлган расмий миқдорда амалга оширилади.

## 7-МОДДА

Агар Аҳдлашувчи Томонлардан бирининг қонунлари мажмуаси хорижий сармоялар учун кафолатларга эга бўлса, ушбу кафолатлар ҳар бир аниқ ҳол кўриб бўлингандан сўнг, ушбу Томон сармоядорлари томонидан бошқа Томон ҳудудида ёки денгиз зонасида жорий этилаётган сармояларга nisбатан ишлатилади.

Аҳдлашувчи Томонлардан бирининг сармоядорлари бошқа Томон ҳудуди ёки денгиз зонасида жорий қилган сармоялари ушбу томон билан олдиндан келишилган ҳолдагина юқоридаги абзацда кўрсатилган кафолат билан таъминланиши мумкин.

## 8-МОДДА

Аҳдлашувчи Томонларнинг сармоядорлари ўртасида сармояларни жойлаштиришга оид бўлган келишмовчиликлар икки томонлама дўстона музокаралар йўли билан ҳал қилиниши лозим.

1965 йил 18 мартда Вашингтонда имзоланган давлатлар ва бошқа давлатлар фуқаролари ўртасидаги келишмовчиликларни ҳал қилиш

тўгрисидаги Конвенцияга кўра, агар келишмовчиликлар даъво тақдим этилгандан сўнг 6 ой ичида ҳал қилинмаса, Томоилардан бирининг талабига мувофиқ, у сармоялар муаммоларини ҳал этувчи Халқаро Марказнинг ҳакамлик судига топширилади ( C. I. R. D. I).

#### 9-МОДДА

Агар бир Аҳдлашувчи Томон бошқа Аҳдлашувчи Томоннинг ҳудудига сармоя қўйиш муносабати билан берган кафолати асосида ўз сармоядорларига тўловларни амалга оширган бўлса, бу ҳолда, биринчи Томон юқорида қайд этилган сармоядорларнинг ҳуқуқ ва ҳаракатларига нисбатан суброгация тариқасида тўла ҳуқуқларга эга бўлади.

Юқорида қайд этилган тўловлар шахсларнинг CIRDI га ёрдам учун мурожаат этиш ёки суд муҳокамасини якунига етказиш билан боғлиқ бўлган ҳуқуқларига тааллуқли эмас.

#### 10-МОДДА

Бир Аҳдлашувчи Томоннинг бошқа Аҳдлашувчи Томон сармоядорларига нисбатан махсус мажбуриятлар шаклини олган сармоялари, ушбу Битим қоидаларига зарар етказмаган ҳолда, юқорида қайд қилинган ва мазкур Битимдагига нисбатан афзалроқ бўлган мажбуриятлар шартлари асосида бошқарилади.

#### 11-МОДДА

1. Ушбу Шартномани талқин қилиш ва қўллаш бўйича келиб чиқадиган келишмовчиликлар музокаралар йўли билан ёки имкони бўлса дипломатик йўллар орқали ҳал қилинади.

2. Агар келишмовчиликлар Аҳдлашувчи Томоилардан бирининг расмий сўров берган кундан бошлаб 6 ой ичида ҳал этилмаса, Аҳдлашувчи Томоилардан бирининг талабига биноан ҳакамлик суди муҳокамасига берилади.

3. Юқорида қайд этилган ҳакамлик суди ҳар бир алоҳида ҳолат учун қуйидаги тартибда тузилади: ҳар бир Аҳдлашувчи Томон биттадан ҳакам тайинлайди, сўнг ана шу тайинланган ҳакамлар суд раислигига учинчи давлат фуқаросини тайинлайдилар. Ҳамма ҳакамлар бир Аҳдлашувчи Томоннинг иккинчи Аҳдлашувчи Томонга келишмовчиликларни ҳал этиш учун ҳакамлик судига мурожаати тўгрисидаги мақсадини расмий равишда билдиргандан сўнг, икки ой муддат ичнда тайинланишлари лозим.

4. Агар ушбу модданинг 3-бандида келтирилган тайинлашлар ўз вақтида амалга оширилмаса, Аҳдлашувчи Томоиларнинг ҳар бири, кўзда тутилган бошқа шартномалар бўлмаган ҳолатда юқорида келтирилган тайинлашларни амалга ошириш илтимоси билан Бирлашган Миллатлар Ташкилоти Бош Котибига мурожаат қилишлари мумкин. Агарда Бош Котиб Аҳдлашувчи

Томонлардан бирининг фуқароси бўлса ёки у юқорида қайд қилинган вазифаларни бажара олмаса, у ҳолда зарур тайинлашларни ҳеч бир Аҳдлашувчи томон фуқароси бўлмаган Бош Котибнинг ўринбосари амалга оширади.

5. Ҳакамлик суди кўпчилик овоз билан қарорлар қабул қилади. Ушбу қарорлар Аҳдлашувчи Томон учун ҳуқуқий жиҳатдан мажбурий ва қатъийдир.

Муҳокама тартибларини ҳакамлик судининг ўзи белгилайди ва Аҳдлашувчи Томонлардан бирининг илтимосига кўра ўз қарорларини тушунтириб беради. Ҳакамлик жараёни билан боғлиқ бўлган харажатлар, шунингдек ҳакамларнинг иш ҳақи, суд ўз қарорларини чиқаргунга қадар Аҳдлашувчи Томонлар ҳисобидан тенг ярим миқдорда тўланади.

## 12-М О Д Д А

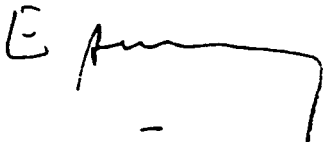
Ҳар бир Томон бошқа Томонни ушбу Битим кучга кириши билан боғлиқ зарур конституцион маросимлари тугаганлиги ҳақида хабардор қилади ва охириги хабар олинган кундан бир ой ўтгандан сўнг Битим кучга киради.

Битим дастлабки 10 йил муддатга тузилади. Бу ҳолат, токи Аҳдлашувчи Томонлардан бири дипломатик йўл билан ушбу Битим муддатининг тугашидан бир йил олдин унга амал қилишни бекор қилиш тўғрисида огоҳлантирмагунга қадар давом этаверади.

Ушбу Битимнинг амал қилиш муддати тугаган ҳолда Битимга амал қилиш даврида жорий қилинган сармоялар қўшимча яна 20 йил давомида Битимнинг ҳимояга оид бандларидан фойдаланадилар.

Париж шаҳрида, 1993 йил 27 октябрда, француз ва ўзбек тилларида тузилди, ҳар иккала матн ҳам бир хил кучга эгадир.

*Франция Республикаси*  
Ҳукумати номидан:



*Ўзбекистон Республикаси*  
Ҳукумати номидан:



[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH  
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF  
UZBEKISTAN ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PRO-  
TECTION OF INVESTMENTS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Uzbekistan, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Desiring to reinforce economic cooperation between the two States and to create favourable conditions for French investments in Uzbekistan and for Uzbek investments in France,

Convinced that the promotion and protection of such investments are likely to stimulate transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed on the following provisions:

*Article 1*

For the purpose of this Agreement:

1. The term “investment” shall apply to assets such as property, rights and interests of any category and, particularly but not exclusively, to:

(a) Movable and immovable property and all other real rights such as mortgages, preferences, usufructs, sureties and similar rights;

(b) Shares, issue premiums and other forms of participation, albeit minority or indirect, in bodies corporate constituted in the territory of one Contracting Party;

(c) Bonds, claims and rights to any benefit having an economic value;

(d) Intellectual and industrial property rights (such as copyrights, patents for inventions, licenses, registered trade marks, industrial models and designs), technical processes, know-how, registered trade names and goodwill;

(e) Concessions accorded by law or by virtue of a contract, including concessions for prospecting, cultivate, mining or developing natural resources, including those situated in the maritime zones of the Contracting Parties;

It is understood that the said assets shall be or shall have been invested in accordance with the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made, before or after the entry into force of this Agreement.

Any change in the form in which assets are invested shall not affect their status as an investment, provided that the change is not contrary to the legislation of the Contracting Party in whose territory or maritime zone the investment is made.

2. The term “investor” shall apply to:

(a) Any individual having the nationality of one Contracting Party;

<sup>1</sup> Came into force on 17 June 1996 by notification, in accordance with article 12.

(b) Any body corporate constituted in the territory of one Contracting Party in accordance with its legislation and having its registered office there or controlled, directly or indirectly, by individuals having the nationality of one Contracting Party or by bodies corporate having their registered office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with that Party's legislation.

3. The term "income" shall mean all the amounts yielded by an investment, such as profits, royalties or interest, during a given period.

Income from an investment and, in the event of reinvestment, income from its reinvestment shall enjoy the same protection as the investment itself.

4. This Agreement shall be applicable to the territory of each Contracting Party and to the maritime zone of each Contracting Party, hereinafter defined as the economic zone and the continental shelf, which extend beyond the limit of the territorial waters of each Contracting Party and over which it exercises, in accordance with international law, sovereign rights and jurisdiction for the purposes of prospecting, developing and preserving natural resources.

#### Article 2

Each Contracting Party shall permit and promote, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made in its territory and maritime zone by investors of the other Party.

#### Article 3

Each Contracting Party undertakes to accord in its territory and maritime zone just and equitable treatment, in conformity with the principles of international law, to the investments of investors of the other Party and to ensure that the exercise of the right so granted is not impeded either *de jure* or *de facto*. In particular, but not exclusively, the following shall be considered as *de jure* or *de facto* impediments to just and equitable treatment: any restrictions on the purchase or transportation of raw materials and secondary materials, energy and fuel, and of means of production and operation of all kinds, any impediment to the sale or transportation of goods within the country and abroad, and any other measures having a similar effect;

The Contracting Parties, within the framework of their domestic legislation, shall give favorable consideration to applications for entry, stay, work and travel made by individuals having the nationality of one Contracting Party in connection with an investment made in the territory or the maritime zone of the other Contracting Party.

#### Article 4

Each Contracting Party shall, in its territory and maritime zone, accord to investors of the other Party in respect of their investments and activities in connection with such investments, treatment which is no less favourable than that accorded to its investors, or the treatment accorded to investors of the most-favoured nation, if the latter is more advantageous. For this purpose, individuals having the nationality of one Contracting Party who are authorized to work in the territory and the maritime zone of one Contracting Party shall be entitled to enjoy the material facilities appropriate for the exercise of their professional activities.

Such treatment shall not, however, include privileges which may be extended by a Contracting Party to the investors of a third State by virtue of its participation

in or association with a free-trade area, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

The provisions of this article shall not apply to fiscal matters.

#### *Article 5*

1. Investments made by investors of either Contracting Party shall be fully and completely protected and safeguarded in the territory and maritime zone of the other Contracting Party.

2. The Contracting Parties shall not take any expropriation or nationalization measures or any other measures which could cause investors of the other Party to be dispossessed, directly or indirectly of the investments belonging to them in their territory and maritime zone, except for reasons of public necessity and on condition that such measures are not discriminatory or contrary to a specific undertaking.

Any dispossession measures taken shall give rise to the payment of prompt and adequate compensation the amount of which, equal to the real value of the investments in question, shall be assessed on the basis of a normal economic situation prior to any threat of dispossession.

The amount and methods of payment of such compensation shall be determined not later than the date of dispossession. The compensation shall be effectively realizable, paid without delay and freely transferable. It shall yield, up to the date of payment, interest calculated on the basis of the appropriate market interest rate.

3. Investors of one Contracting Party whose investments have suffered losses as a result of war or any other armed conflict, revolution, state of national emergency or uprising in the territory or maritime zone of the other Contracting Party shall be accorded by the latter Party treatment which is no less favourable than that accorded to its own investors or to those of the most-favoured nation.

#### *Article 6*

A Contracting Party in whose territory or maritime zone investments have been made by investors of the other Contracting Party shall accord to the said investors freedom of transfer of:

- (a) Interest, dividends, profits and other current income;
- (b) Royalties deriving from the intangible property listed in article 1, subparagraphs 1 (d) and 1 (e);
- (c) Payments made towards the repayment of duly contracted loans;
- (d) Proceeds of the transfer or complete or partial liquidation of the investment, including appreciation of the invested capital;
- (e) The compensation for dispossession or loss provided for in article 5, paragraphs 2 and 3, above.

Individuals having the nationality of one Contracting Party who have been authorized to work in the territory or maritime zone of the other Contracting Party in connection with an approved investment shall also be authorized to transfer to their country of origin an appropriate proportion of their remuneration.

The transfers referred to in the preceding paragraphs shall be carried out without delay at the regular official rate of exchange applicable on the date of transfer.

### Article 7

Insofar as the regulations of one Contracting Party provide for guaranteeing external investments, a guarantee may be granted, on the basis of a case-by-case review, for investments made by investors of that Party in the territory or maritime zone of the other Party.

The guarantee referred to in the preceding paragraph shall not be available for investments by investors of one Contracting Party in the territory or maritime zone of the other Party unless the investments have been granted prior approval by the latter Party.

### Article 8

Any dispute relating to investments between one Contracting Party and an investor of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two parties concerned.

If any such dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one of the parties to the dispute, the dispute shall, at the request of either party, be submitted for arbitration to the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), established by the Convention on the Settlement of Investment Disputes between States and Nationals of Other States, signed at Washington on 18 March 1965.<sup>1</sup>

### Article 9

When one Contracting Party, by virtue of a guarantee issued in respect of an investment in the territory or maritime zone of the other Party, makes payments to one of its own investors, it shall thereby be subrogated to the rights and shares of the said investor.

Such payments shall be without prejudice to the right of the beneficiary of the guarantee to have recourse to ICSID or to pursue actions brought before that body until the procedure has been completed.

### Article 10

Investments which have been the subject of a specific undertaking by one Contracting Party vis-à-vis investors of the other Contracting Party shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of that undertaking, insofar as its provisions are more favourable than those laid down by this Agreement.

### Article 11

1. Disputes concerning the interpretation or application of this Agreement shall, as far as possible, be settled through the diplomatic channel.

2. If a dispute cannot be settled within six months of the time when a claim is made by one Contracting Party, it shall be submitted, at the request of either Contracting Party, to an arbitral tribunal.

3. The tribunal shall, in each separate case, be constituted as follows: each Contracting Party shall designate one member, and the two members shall, by agreement, designate a national of a third State, who shall be appointed Chairman of the

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 575, p. 159.



tribunal by the two Contracting Parties. All the members shall be appointed within two months of the date on which one Contracting Party notifies the other Contracting Party of its intention to submit the dispute to arbitration.

4. If the time limits established in paragraph 3 above are not observed, one Contracting Party shall, in the absence of any other agreement, invite the Secretary-General of the United Nations to make the necessary appointments. If the Secretary-General is a national of either Contracting Party or if, for any other reason, he is prevented from performing that function, the most senior Under-Secretary-General shall, provided that he is not a national of either Contracting Party, make the necessary appointments.

5. The arbitral tribunal shall take its decisions by majority vote. Such decisions shall be final and binding on the Contracting Parties.

The tribunal shall adopt its own rules of procedure. It shall interpret its award at the request of either Contracting Party. Unless the tribunal decides otherwise, taking particular circumstances into consideration, the costs of arbitration, including leave for the arbitrators, shall be divided equally between the Contracting Parties.

#### *Article 12*

Each Party shall notify the other of the completion of the respective internal procedures required for the entry into force of this Agreement, which shall take place one month after the date of receipt of the last such notification.

The Agreement is concluded for an initial period of 10 years. It shall remain in force thereafter unless one year's notice of termination is given through the diplomatic channel by either Party.

Upon expiry of the validity of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to be protected by its provisions for an additional period of 20 years.

DONE at Paris on 27 October 1993 in two originals, each in French and Uzbek, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the French Republic:  
EDMOND ALPHANDÉRY

For the Government  
of the Republic of Uzbekistan:  
OUTKOUR SOULTANOV

